

## La mascarade du Capitole et la fiction démocratique



[Source : Bruno Guigue – LA MASCARADE DU CAPITOLE ET LA FICTION via entelekheia.fr]

Tel un bouillon de culture, l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve le système politique des « États désunis » délivre au moins un enseignement : il témoigne de la vanité de ses prétentions démocratiques. Trump a beau s'ériger en victime, il est l'un des acteurs de cette démocratie-pour-rire, de ce cirque à ciel ouvert que les médias occidentaux feignent de prendre au sérieux, parce qu'il faut bien accréditer cette fiction pour justifier leur propre existence.

Mascarade d'une élection ubuesque et truquée où tout le monde a menti et triché, mascarade d'une marche sur le Capitole qui a fini en pantalonnade sanglante, mascarade d'un régime pourri jusqu'au trognon où les campagnes électorales sont de vulgaires opérations marketing, où les deux candidats du système rivalisent de servilité devant les lobbies et les multinationales qui les arrosent d'une pluie de dollars dans un pays délabré où le quart de la population vit dans la pauvreté : telle est la « démocratie américaine ».

Mais ce qu'illustre surtout cette clownerie politicienne, c'est l'inanité des concepts de débat public et de consensus démocratique. Car la compétition pour le pouvoir ne se déroule, nulle part, dans des conditions idéales où l'objectivité et l'impartialité des règles du jeu seraient garanties. Aucun arbitrage incontestable ne veille à la régularité des opérations, aucune juridiction au-dessus de la mêlée ne détermine les limites d'un affrontement où tous les coups sont permis.

Contrairement à ce que proclament les régimes qui se disent démocratiques, la politique n'a rien d'une scène transparente où les opinions seraient équivalentes et dotées des mêmes moyens. Donald Trump est scandaleusement privé de Twitter, mais le scandale, pour ses défenseurs, vient de ce qu'on censure le président des États-Unis, et non du principe d'une censure qui est le mode habituel d'exercice du pouvoir oligarchique. Il en fait les frais à son tour, mais le président sortant ne passe pas pour avoir été, au cours de sa carrière, un ardent promoteur de la liberté d'expression pour tous ceux qui ne pensent pas comme lui.

Présumée libre, l'expression du suffrage populaire, en réalité, est strictement canalisée par les conditions matérielles de son exercice. Louée par l'idéologie dominante, la diversité des opinions, dans les faits, est passée au laminoir des moyens d'information dont les hyper-riches contrôlent

l'usage. Car les médias de masse sont les instruments de production et de diffusion de l'information, et la classe qui en détient la propriété ne se prive pas d'orienter cette information conformément à ses intérêts. On peut toujours jouer du violon en parlant de démocratie, ces proclamations ont de fortes chances de rester à l'état de flatus vocis.

La philosophie politique de Jürgen Habermas, par exemple, définit l'espace public comme le lieu d'une délibération collective propice à un consensus rationnel, mais la description qu'il en donne peine à s'extraire d'une vision idéale. Apparue au XVIIIe siècle en Europe occidentale avec les journaux, les clubs et les cafés, cet espace public aurait favorisé une confrontation des idées où les participants se plient aux règles d'un « agir communicationnel ».

Dans ce schéma idyllique, le débat politique est crédité du pouvoir d'engendrer un ethos commun où chacun admet l'altérité des points de vue. Livrée à « la force sans violence du discours argumentatif », la discussion collective a pour vertu de neutraliser les rapports de force et de donner naissance au consensus. Et c'est sous l'effet de cette éthique de la communication qu'advient la démocratie, laquelle n'est autre que l'universalisation de l'espace public.

Mais cette théorie, en faisant de la communication le fondement du consensus, suggère une interprétation irénique de l'avènement de la société bourgeoise. Car les institutions politiques forgées par la classe dominante se déploient dans un agir communicationnel qui est surtout l'expression de ses intérêts de classe. Omettant cette donnée de fait, la célébration de l'espace public, chez Habermas, en occulte les conditions historiques. Et surtout, elle jette un voile pudique sur les discriminations qui ont restreint les possibilités d'accès à la sphère politique.

Car dans les faits, la sélection des individus jugés aptes à participer à la délibération collective est une fonction des rapports de classes. Clé de voûte du système politique des États-Unis, le financement privé des campagnes électorales est le plus sûr moyen de cantonner la politique à une agitation de surface qui n'atteindra jamais les structures. Mécanisme aveugle, il assujettit la sphère politique à la sphère financière et tue dans l'œuf la possibilité même d'une délibération collective qui porterait sur l'essentiel.

Afin d'accréditer la fiction de la liberté d'opinion et du débat collectif comme figures de la démocratie, l'idéologie dominante fait ainsi l'impasse sur ce qui préempte précisément l'espace public : le pouvoir absolu exercé par la classe dominante dans la production et la diffusion de l'information. Pour éluder le problème, la philosophie idéaliste de l'espace public passe sous silence la question de son infrastructure matérielle. Et la célébration de l'éthique de la communication laisse dans l'ombre, délibérément, la question de la détention effective des moyens de communication.

La propriété capitaliste des moyens d'information est, par définition, ce dont il est impossible de débattre dans les conditions fixées par la pseudo-

démocratie. Si on le faisait, on serait contraint d'admettre que cette démocratie est une farce, et que le barnum politicien est l'écran de fumée jeté sur une privatisation monstrueuse du bien commun. On s'apercevrait que la fabrique du consentement est le principal ressort de la perpétuation de l'oligarchie et que le signifiant démocratie est un mot-valise, bon à tout et propre à rien, qui doit son efficacité symbolique à l'énorme mensonge dont il est le prétexte.